Le pouvoir aux travailleurs

29 MAI 2021

N° 274

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Attroupement sur une voie principale d'Abobo le 19 mai 2021
à la suite de la diffusion des fausses informations dans les réseaux sociaux

Éditorial

FLAMBÉE DE VIOLENCE CONTRE LA COMMUNAUTÉ NIGÉRIENNE : NE PAS SE TROMPER D'ENNEMIS ! Page .3

YU YUAN : DES TRAVAILLEURS EN LUTTE Page 4

AUGMENTATION DES PRIX DES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITE : LES SALAIRES DES TRAVAILLEURS DOIVENT SUIVRE LA COURBE 9

Sénégal LES ISLAMISTES PROPAGENT LEUR HAINE ET LEURS IDÉES RÉACTIONNAIRES Page 14

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
- FLAMBÉE DE VIOLENCE CONTRE LA COMMUNAUTÉ NIGÉRIENNE : NE PAS SE TROMPER D'ENNEMIS ! …….....	3
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS:	
- YU YUAN : DES TRAVAILLEURS EN LUTTE……	4
L E U R S O C I E T E:	
- LES VRAIS ENNEMIS DES PAUVRES C'EST LA BOURGEOISIE ET L'ÉTAT À SON SERVICE…….....	5 - 6
- LE TRAVAIL DES ENFANTS, UNE RÉALITÉ DE PLUS EN PLUS VISIBLE !.....	6 - 7
- GENDARMERIE NATIONALE : ÉLÈVES VOYOUS ET ENCADREURS- FORMATEURS ASSASSINS……..	7 - 8
- YOPOUGON-GESCO : CHASSE AUX NIGÉRIENS……	8
- ABOBO : MANIFESTATIONS POUR RÉCLAMER L'EAU POTABLE……	8
- AUGMENTATION DES PRIX DES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITE : LES SALAIRES DES TRAVAILLEURS DOIVENT SUIVRE LA COURBE ……..	9
- SÉANCE DE PRIÈRE POUR L'ÉCOLE : ON AURA TOUT VU !.....	9
- A L'APPROCHE DE LA SAISON DES PLUIES, LE GOUVERNEMENT FAIT DE LA PROPAGANDE POUR SE DONNER BONNE CONSCIENCE……	9 - 10
- YOPOUGON-GESCO : CIE ÇA SENT L'ARNAQUE ET LE CHANTAGE…...	10
- KANI : UNE FILLETTE DISPARAIT APRÈS S'ÊTRE ÉCHAPPÉE D'UN MARIAGE FORCÉ……..	11
- LA MISÈRE GAGNE DU TERRAIN……	11
- LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : UN COMITÉ D'ÉTHIQUE INSTALLÉ À LA FONCTION PUBLIQUE……..	12
INTERNATIONAL :	
- Sénégal PENDANT QUE MACKY SALL S'OFFRE UN AVION ……	13 - 14
- Sénégal LES ISLAMISTES PROPAGENT LEUR HAINE ET LEURS IDÉES RÉACTIONNAIRES ……	14

E d i t o r i a l

FLAMBÉE DE VIOLENCE CONTRE LA COMMUNAUTE NIGERIENNE : NE PAS SE TROMPER D'ENNEMIS !

Suite à une infox sur les réseaux sociaux montrant des soldats tabassant des civils, des jeunes à Anyama, Abobo, Yopougon, Angré, s'en sont violemment pris à des ressortissants nigériens pour soi-disant se venger… sur des gens qui ne leur ont surtout rien fait. Officiellement, un nigérien a perdu la vie, plusieurs dizaines ont été blessés dont certains gravement, 51 commerces pillés dont 22 incendiés.

Les gens qui ont relayé cette infox, ont présenté les soldats comme étant des nigériens et les civils qui se faisaient malmenés comme étant des migrants ivoiriens. Il s'avère que cette vidéo avait été tournée deux ans auparavant au Nigéria et n'avait donc rien à voir ni avec les soldats nigériens, ni avec des civils ivoiriens.

Dans ce pays, la xénophobie et l'ethnisme relayés et entretenus régulièrement par la classe politique, notamment, lors de chaque élection présidentielle, fait des victimes depuis une trentaine d'années.

Avec la misère et le chômage de masse, cette société bourgeoise engendre ce genre de barbarie, voire des guerres entre peuples, comme on peut le voir un peu partout dans le monde.

Quand des pauvres s'en prennent ainsi à d'autres pauvres, c'est la division qui se crée en leur sein. Cet affaiblissement du camp des pauvres, renforce nécessairement celui des riches. Ceux-là peuvent alors continuer à exploiter les travailleurs dans les usines, les chantiers, les plantations et autres lieux pour tirer du profit dans les pires conditions. Aujourd'hui, les exploiteurs logent les travailleurs dans des taudis, des bidonvilles, quelques fois sans eau ni électricité. Et cela, même dans une métropole moderne comme Abidjan. Les soins, la scolarité, la nourriture, tout cela la bourgeoisie le fait au moindre coût, tant que le rapport des forces le lui permet. Les riches considèrent les travailleurs et leurs familles comme de simples esclaves salariés dont le coût d'exploitation doit être réduit au strict minimum !

Les travailleurs ont toutes les raisons de crier leur colère contre cette société qui les opprime. Ce sont eux qui sont à la base de la production de toutes les richesses : sans leur travail, aucun bien matériel ne peut être produit, aucune richesse ne peut sortir de terre, pas plus qu'aucun hôpital ne peut fonctionner. Mais ce sont pourtant eux qui sont les laissés-pour-compte.

Cette injustice existe, parce que ce sont les riches qui détiennent l'économie et donc aussi la politique. Le gouvernement est à eux. Voilà pourquoi rien ne change pour les populations pauvres, même quand le gouvernement change.

La division de la société n'est pas entre ethnies, nationalités, religions ou corporations. La division de la société est fondamentalement entre riches et pauvres, bourgeois et prolétaires, aux intérêts opposés.

Alors, quand des pauvres s'en prennent à d'autres pauvres, c'est comme s'ils se tiraient eux-mêmes une balle dans le pied. C'est ensemble, unis, que les travailleurs peuvent renverser la classe sociale qui les exploite. C'est au travers des luttes contre la bourgeoisie, pour la défense de leurs intérêts quotidiens, pour de meilleurs salaires, de meilleures conditions de vie et de travail, que les travailleurs en lutte prendront conscience de leur force et trouveront le chemin de leur libération. Ils pourront alors mettre fin au système capitaliste qui mène la société vers la catastrophe.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

YU YUAN : DES TRAVAILLEURS EN LUTTE

YU YUAN est une petite scierie chinoise située dans la zone industrielle de Yopougon. Les conditions de travail sont très difficiles parce que c'est une usine semi-industrielle où une partie des travaux se font manuellement et tout cela avec un salaire au rabais.

Voici le récit d'un des ouvriers après une journée de grève :

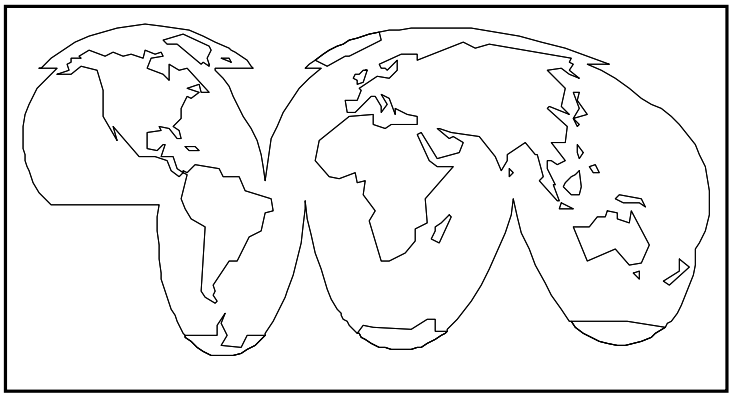
« *Dans notre usine, nous sommes plus d'une soixantaine de travailleurs, dont la moitié sont des journaliers sans contrat. Chaque matin, nous devons pousser les grumes de bois jusqu'aux machines artisanales installées sous les préaux. Ce travail pénible incombe aux journaliers et autres nouvelles recrues. Pas de tenue de travail, ni de chaussures adaptées aux conditions dans lesquelles nous travaillons. Les machinistes scient les troncs de bois sans cache-nez. En cas de blessure, la direction donne des miettes pour permettre au blessé d'aller à une clinique, juste pour le premier jour et puis c'est tout.*

Il y a trois ans de cela, en 2018, nous avons obtenu un accord où le salaire des manœuvres est passé de 2500 F à 4170F par jour. Mais à part cela, tous les autres points comme la déclaration à la CNPS, l'embauche en CDI ou même l'octroi des chaussures de sécurité etc., sont restés sans suite. Donc, excédés de cette injustice, nous nous sommes remobilisés pour réclamer l'application de cet accord et surtout dire non aux contrats à durée déterminée qu'elle proposait aux anciens travailleurs.

Après le dépôt de notre liste de réclamation, le 17 mai dernier, la direction donna dans la provocation en demandant à nos deux premiers porte-parole qui ont plus de 5 ans d'ancienneté et qui sont des ouvriers machinistes, de changer de poste et d'aller pousser les grumes de bois. L'ensemble des travailleurs arrêta immédiatement tous les travaux. Malgré la présence de deux commissaires de police accompagnés de leurs éléments, nous avons maintenu notre position toute la journée. Le soir, la direction céda enfin. Nous avons repris le travail, chacun à son poste. Elle a donné une mise à pied aux deux collègues accusés d'avoir incité les autres à la grève. De notre côté, nous nous apprêtons à riposter en cas de renvois.

Pour le moment, le moral de tous les travailleurs est haut car pendant la petite grève nous avons obtenu 6000 F par jour pour le travail des samedis au lieu de 4300F auparavant. Donc, affaire à suivre ».

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LES VRAIS ENNEMIS DES PAUVRES C'EST LA BOURGEOISIE ET L'ÉTAT À SON SERVICE

Une vidéo montrant de prétendus ivoiriens en train d'être bastonnés par des prétendus nigériens s'est propagée comme une trainée de poudre dans les réseaux sociaux. Il se trouve que les informations que cette vidéo prétend dévoiler, sont fausses mais cela a déclenché une flambée de violence dans les communes populaires d'Abidjan. Des voyous, en majorité des jeunes, ont déversé leur haine et leur colère sur la communauté haoussa originaire du Niger alors qu'elle n'y est pour rien dans cette affaire. Au début, c'était la chasse à l'homme, des affrontements entre des voyous ivoiriens et des ressortissants nigériens, puis cela va très vite se transformer en pillage des biens et saccage des lieux de commerce tenus par des nigériens.

À Abobo, commune populaire d'Abidjan, les haoussas sont très actifs dans le commerce informel. Les attaques ont commencé le 19 mai à la casse d'Abobo et ce n'est pas fortuit. Les nigériens y sont perçus comme des gens faisant de la concurrence aux ivoiriens dans le commerce de la ferraille et des tôles. Les attaques se sont ensuite étendues à d'autres secteurs d'activité où cette communauté est relativement active comme : les « *garbadromes* », la vente de choukouyas, la friperie, la blanchisserie, la vente de tissus, de pagnes et du bois pour les chantiers (planches et chevrons). Il y en a aussi qui tiennent de petites boutiques de quartier ou des kiosques à café. Le pillage a duré toute la nuit du 19 mai. Il y a eu des dizaines de blessés à la machette et deux morts.

Les scènes de violence se déroulaient devant les yeux des corps habillés et de certains passants qui encourageaient cette initiative. On entendait des remarques du genre : « *Ils* (les nigériens) *sont arrogants, ils sont impolis, ils ne connaissent pas leur place, ils ont envahi notre pays, à cause des étrangers nous souffrons, les ivoiriens doivent se faire respecter,* etc ». Des situations similaires ont eu lieu dans d'autres communes d'Abidjan à des degrés divers.

Deux jours après les faits, la maire honoraire de la commune d'Abobo, Kandia Camara, qui est en même temps ministre des Affaires Étrangères, a fait un déplacement à la casse d'Abobo Anador et a échangé quelques paroles apaisantes. C'est un peu comme le pompier pyromane qui surgit après les dégâts pour cacher sa responsabilité.

Bien évidemment, cette vidéo n'est pas la véritable cause de cette flambée de violence. Certes, il peut y avoir des personnes dont les parents, dans leur tentative de partir en Europe, ont été faits prisonniers en cour de route en Libye ou tabassés ailleurs comme semble le montrer cette vidéo. Certains ont été peut-être tentés de se venger et la vidéo leur a servi d'exutoire pour s'en prendre à d'autres pauvres comme eux, qui ont fui la misère et sont venus en Côte d'Ivoire pour gagner un peu d'argent.

Les véritables causes de la colère sont à chercher ailleurs. D'abord dans la misère que vit la majorité des ivoiriens, dans le chômage qui frappe de plus en plus, dans le travail précaire et très mal payé qui se généralise, dans le fait que la vie devient de plus en plus chère et qu'il devient de plus en plus difficile d'assurer le repas quotidien. La jeunesse défavorisée a le sentiment que son avenir est bouché, qu'il devient de plus en plus difficile de quitter le pays pour aller gagner sa vie en Europe ou en Amérique.

Ajoutés à cela, il y a les discours à caractère ethnique ou xénophobe véhiculés par les politiciens de tous bords, la répression de ceux qui veulent manifester contre un pouvoir incapable d'améliorer les conditions d'existence des populations pauvres, ne serait-ce que de résoudre les questions de la distribution de l'eau et de l'électricité qui font souffrir les habitants des quartiers populaires depuis plusieurs mois sinon plusieurs années et qui ne font que s'aggraver, etc.

Cela fait beaucoup de raisons pour se révolter contre cette société injuste mais si la colère des pauvres est dirigée contre d'autres pauvres, cela n'aboutit à rien de positif. Bien au contraire, cela se retourne contre eux-mêmes et ne fait que les diviser en laissant le champ libre aux vrais responsables : le pouvoir en place et les capitalistes qui mènent la vie dure aux travailleurs et à l'ensemble des pauvres.

LE TRAVAIL DES ENFANTS, UNE RÉALITÉ DE PLUS EN PLUS VISIBLE !

Comme tous les ans, nous avons droit à tout un cinéma sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire. Cette comédie est jouée par les gens du gouvernement, des ONG, et surtout par les multinationales qui s'enrichissent justement dans le commerce du chocolat, notamment les capitalistes américains. Mais c'est leur société bourgeoise en pourrissement avancé qui fait que de plus en plus d'enfants sont obligés de travailler pour aider leurs parents à subvenir aux besoins quotidiens.

Le travail des enfants, il n'y a pas que dans les plantations de cacao, de palmiers à huile, anacarde et autre coton. Ils sont certainement encore plus nombreux dans les grandes villes comme Abidjan. Il y a les petites bonnes qui sont des travailleuses à plein temps, les petites vendeuses dans les marchés, sur les bords des trottoirs et aujourd'hui de plus en plus des vendeuses itinérantes, qui parcourent les rues et les quartiers. Il y a aussi les jeunes apprentis dans les ateliers de chaussures, de confection, de mécanique ou de menuiserie. Ce sont peut-être des apprentis, mais ce sont avant tout des travailleurs bon marché et corvéables à merci.

A côté de tous ceux-là, il y a aussi les enfants qui vont encore à l'école tant que les parents peuvent se le permettre mais qui, avec l'augmentation du coût de la vie et le blocage des salaires, passent de plus en plus de temps à parcourir les rues avec leurs brosses à chaussures en main, des mouchoirs lotus à vendre ou une raclette pour nettoyer les vitres des voitures sur les voies de circulation.

Il y a 30 ans encore, il y avait bien moins d'enfants qui cherchaient ainsi pitance. C'est dire que la situation des travailleurs, comme de la grande majorité de la population, en ville comme au village, régresse en Côte d'Ivoire, y compris pour des catégories de salariés comme les instituteurs, par exemple.

Aujourd'hui, de plus en plus de travailleurs vivent de petits contrats précaires comme les journaliers, y compris dans les grandes entreprises. Alors que le coût de la vie renchérit d'année en année, les salaires des travailleurs stagnent, voire baissent. Les anciens se souviennent qu'il y a un peu plus de trente ans, le travail de journalier était interdit par la loi en Côte d'Ivoire même s'il était largement pratiqué dans les petites entreprises, notamment dans le secteur dit « *informel* ». Les industriels ont fait pression sur le gouvernement d'alors pour que cette loi soit modifiée afin qu'eux aussi puissent profiter d'une main-d'œuvre bon marché et corvéable à merci. C'est ainsi que cette loi fut modifiée

Quant au petit paysan, il est obligé de produire plus pour un revenu moindre à cause des bas prix auxquels il doit céder sa production. C'est le cas dans l'hévéa, le palmier à l'huile, l'anacarde, le cacao et autres cultures de rente.

Du coup, les enfants de toutes ces familles, en ville comme au village, sont bien obligés de chercher de l'argent pour que la famille ne s'enfonce pas encore plus dans la misère.

Alors, les industriels du cacao, les multinationales qui s'enrichissent dans le négoce et la production de chocolat peuvent faire du cinéma en indexant le travail des enfants dans les plantations de cacao. Ils sont les premiers à imposer un vil prix aux producteurs et sont de ce fait les premiers responsables de cette situation !

Quant au gouvernement ivoirien, il feint de brandir la loi qui interdit le travail des enfants en Côte d'Ivoire, mais personne n'est dupe de sa supercherie. Il est complice de l'exploitation des enfants et profite lui aussi de cette réalité comme il profite de l'exploitation capitaliste en générale.

GENDARMERIE NATIONALE : ÉLÈVES VOYOUS ET ENCADREURS-FORMATEURS ASSASSINS

Des élèves gendarmes en escapade ont maltraité des gens à Adjamé. Quelques jours plus tard, ce sont deux de leurs formateurs qui ont aussi tué une personne à Gonaté. Dans la localité située à 22 km de Daloa, des gendarmes en charge de la formation d'élèves gendarmes ont eu une altercation avec des jeunes dans la nuit du 24 au 25 mai. Deux gendarmes ont ouvert le feu faisant un mort parmi les jeunes.

Ce meurtre a entrainé le mécontentement des jeunes qui ont commencé à manifester dans la ville. Il a fallu la mise aux arrêts des deux assassins et l'intervention des autorités administratives de la localité pour ramener le calme.

Cette « *bavure* » fait suite à une autre qui a eu lieu dans la commune d'Adjamé à Abidjan le dimanche 9 mai. Des élèves-gendarmes en uniforme qui rentraient en famille lors d'une permission, se sont transformés en petits voyous dans les rues d'Adjamé. Ils se sont mis à molester et à bastonner tous ceux qui croisaient leur chemin. Alertée par la débandade crée par la furia de ces gendarmes, une journaliste qui était dans les parages a voulu en savoir plus et s'est approchée pour les interroger. Elle a été soumise au même traitement. Ce sont les protestations de cette dernière et le soutien qu'elle a reçu de ses collègues journalistes qui ont contraint la hiérarchie de la gendarmerie à réagir.

C'est ainsi que leur permission a été annulée et une marche soi-disant « *punitive* » leur a ensuite été imposée. C'est lors de l'escale de cette marche à Gonaté que deux des encadreurs des élèves ont fait une escapade nocturne qui a couté la vie à une personne.

On voit clairement de qui ces élèves gendarmes tiennent leur comportement. Avec des formateurs assassins à la gâchette facile sur la population, il n'est pas surprenant que les élèves après leurs premiers mois de formation, se soient transformés eux aussi en petits voyous qui s'en prennent aux populations, juste pour se défouler.

Mais faut-il aussi rappeler que le principal rôle des corps habillés, dont les gendarmes, pour lequel ils sont finalement formés, c'est de mâter les travailleurs et les populations pauvres en cas de révolte contre les riches dans

cette société faite d'oppression et d'exploitation des pauvres.

Et tous ces gendarmes, maîtres et élèves montrent bien qu'ils sont finalement à la bonne école. La bourgeoisie a surtout besoin de chiens méchants et tueurs pour défendre efficacement ses intérêts.

YOPOUGON-GESCO : CHASSE AUX NIGÉRIENS

Témoignage d'un habitant :

Le 19 Mai, suite à une vidéo balancée sur les réseaux sociaux, les nigériens vivant en côte d'ivoire ont été attaqués par des jeunes ivoiriens. À Yopougon, des commerces ont été saccagés et pillés. Dans mon quartier, toutes les boutiques ont fermé. Certaines, dont le gérant a la peau noire, ont été complètement pillées par des jeunes. Ils emportaient des sacs de riz, de l'huile, etc. Par endroit, la toiture a été enlevée et le congélateur détruit. Durant tout ce temps, on ne voyait aucun agent des forces de l'ordre empêcher quoique ce soit.

ABOBO : MANIFESTATIONS POUR RÉCLAMER L'EAU POTABLE

Le 18 mai dernier, les habitants des sous quartiers d'Abobo-Dépôt, Abobo-Avocatier, Escalier, ont manifesté bruyamment pour réclamer l'eau potable. Ils étaient des centaines à battre le pavé. Femmes, hommes et enfants sont sortis massivement crier leur raz-le bol. Qui avec des cuvettes, qui avec des boites, au cri de « *on veut l'eau !* » les populations sont sorties tôt le matin et ont bloqué pendant un bon moment la voie principale qui traverse le quartier, créant un embouteillage monstre au niveau du dépôt de la Sotra.

Depuis plusieurs semaines, les populations d'Abobo comme de plusieurs autres communes subissent des coupures d'eau. Pour avoir l'eau, il faut parcourir souvent des kilomètres. Les quelques points d'eau encore fonctionnels sont pris d'assaut et il faut faire de longues queues. Une fois remplis, le calvaire n'est pas terminé car il faut ensuite les transporter. Nombreux sont ceux qui ont recours aux mototaxis pour se faire livrer de l'eau à domicile. Mais dès qu'il y a coupure d'eau, les prix augmentent de façon considérable.

Les habitants de ces quartiers supportent de plus en plus mal cette situation. Avant la manifestation d'Abobo dépôt, il y a eu celle de N'Dotré, celle de PK 18, celle d'Abobo Kennedy, etc.

La multiplication des manifestations a obligé le ministre de l'Hydraulique à se rendre sur le terrain pour essayer de calmer le jeu. Visiblement en panne de solution, comme d'habitude, ce dernier a promis de résoudre le problème… dans les mois à venir. En attendant, il propose l'arrivée de camions citernes pour le ravitaillement. On peut douter que le nombre de citernes suffisent à satisfaire les besoins, à supposer que la promesse soit tenue.

Depuis plusieurs années, les autorités de ce pays ont passé le clair de leur temps à fanfaronner sur leurs prétendus gros investissements pour la couverture en eau potable. Aujourd'hui, la réalité est là pour les rattraper.

L E U R S O C I E T E

AUGMENTATION DES PRIX DES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITE : LES SALAIRES DES TRAVAILLEURS DOIVENT SUIVRE LA COURBE

Ces temps-ci, les prix des produits de grande consommation connaissent de fortes augmentations. Sous prétexte de la crise énergétique qui secoue le pays en ce moment, la tonne de ciment vendue il y a quelques mois à 68 000 francs, est passée à 105 000 F voire 110 000F. Le fer à béton suit aussi la même lancée.

Les produits alimentaires ne sont pas en reste. Le prix du kilogramme de viande sans os qui était autour de 2500 est passé à 3000 F voire 3500 F à certains endroits. Le sac de riz Maman de 25 KG vendu auparavant à 12 500 F est aujourd'hui à 14500 F. Le kilogramme du riz « *dénikassia* » est passé de 400 F à 450 F. Les légumes ont aussi subi des augmentations. Sur certains marchés, on a trois piments à 100 F, ce qui était impensable quelques mois avant.

Pour montrer qu'il fait quelque chose, le gouvernement a décidé de plafonner les prix. Mais c'est comme l'adage le dit : « *le chien aboie, la caravane passe* ». Les prix continuent leur envolée.

Les travailleurs subissent de plein fouet cette flambée des prix. Bien avant ces augmentations, les salaires ne suffisaient déjà pas à couvrir les besoins. À plus forte raison avec les augmentations actuelles.

Il faut aux travailleurs aujourd'hui une augmentation conséquente des salaires pour compenser le pouvoir d'achat perdu. Mais cela, les travailleurs devront l'imposer au patronat et au gouvernement par la lutte.

SÉANCE DE PRIÈRE POUR L'ÉCOLE : ON AURA TOUT VU !

À l'approche des examens à grand tirage, des responsables de l'éducation ont envisagé d'organiser des prières multiconfessionnelles le samedi 29 mai à Adjamé. Des curés, des imams et des pasteurs ont été sollicités. Des églises et une mosquée ont été réquisitionnées à cet effet.

L'école est dans un état vraiment désastreux aujourd'hui, et c'est à se douter que les prières ou des incantations puissent y changer quoi que ce soit. Les décideurs de l'éducation organisent ce genre de cérémonie pour couvrir leurs propres manquements et faire croire que si l'école va mal c'est la volonté divine. C'est sans doute moins coûteux que d'engager des investissements utiles pour l'enseignement !

À L'APPROCHE DE LA SAISON DES PLUIES, LE GOUVERNEMENT FAIT DE LA PROPAGANDE POUR SE DONNER BONNE CONSCIENCE

Les saisons de pluie riment toujours avec de graves inondations dans la ville d'Abidjan et chaque année vient avec son lot de dégâts et de pertes en vies humaines. De ce fait à l'approche des grandes pluies de juin-juillet, le gouvernement s'adonne à de la propagande à moindre coût, histoire de se dédouaner en cas de catastrophe.

L E U R S O C I E T E

Quelques caniveaux de la ville sont curés, même si dès la première averse, bon nombre d'entre eux vont de nouveau être débordés et saturés par les mêmes déchets qui n'auront même pas été collectés après curage. La magie de la corruption aidant !

Dans une ville surpeuplée comme Abidjan, où les travailleurs perçoivent un salaire de misère, nombre de personnes vivent sur des sites qui sont reconnus comme dangereux en cas de forte pluie : bas-fonds, ravins et flancs de collines. À ces derniers, l'État se contente de faire des affiches et des communiqués pour leur demander de se reloger ailleurs en attendant la fin des pluies. Comme si ces pères et mères de famille avaient le choix et faisaient exprès de risquer leur vie.

Un État même passablement responsable aurait aménagé des sites pour accueillir les familles en détresse, à défaut de pouvoir construire des logements décents pour tous. Mais pour ça, les pauvres ne peuvent pas compter sur le gouvernement, à moins qu'ils s'organisent pour l'y contraindre.

YOPOUGON-GESCO : CIE ÇA SENT L'ARNAQUE ET LE CHANTAGE

Cela fait plus d'un mois que chaque jour la CIE envoie des agents encaisser les frais d'abonnement des compteurs à cartes distribués en 2016 et 2017 à Yopougon-Gesco-Arabe.

Pour rappel, il y a quelques années la CIE avait lancé un projet de distribution de compteurs surtout dans les bas-quartiers pour freiner les branchements parallèles de courant. Elle demandait tout juste 1000f CFA et quelques papiers pour avoir le compteur. Ce fut un soulagement pour nombre de populations qui étaient victimes des petits margoulins.

Aujourd'hui, quatre à cinq années après cette campagne de distribution, ladite société sort des fiches sous formes de factures qu'elle distribue aux bénéficiaires. Sur ces fiches on peut lire des frais d'abonnement qui s'élèvent à 190.000f par compteur, le montant payé par le client à travers ses rechargements, ensuite le reste à payer et ce que le client devrait payer pour être à jour, sans quoi il sera privé d'électricité les jours à venir. Pourtant cela n'avait pas été dit au départ. Chaque jour des agents de la CIE viennent encaisser les frais d'abonnement pour être à jour.

Pendant ce temps le quartier n'est pas électrifié. Du coup, les compteurs sont éloignés des domiciles. Les résidents font trainer des câbles partout pour relier leurs domiciles. En plus de cela le transformateur électrique est devenu trop petit pour alimenter tout le quartier. Cela occasionne des coupures d'électricité chaque jour. À partir de 19h, les récepteurs de courant deviennent comme des jeux de lumière. Parfois le courant se coupe pendant des jours. Souvent, les habitants se retrouvent durant toute une semaine dans le noir. Depuis que le délestage a commencé, la situation s'est encore aggravée.

La CIE connaît très bien les difficultés des populations, mais elle ferme les yeux. Tout ce qui l'intéresse c'est d'empocher l'argent. Et tant que la population restera muette, elle continuera de faire comme elle veut.

L E U R S O C I E T E

KANI : UNE FILLETTE DISPARAIT APRÈS S'ÊTRE ÉCHAPPÉE D'UN MARIAGE FORCÉ

À Kani, ville située au nord-ouest de la Côte d'Ivoire, une fille de 13 ans en classe de CM2 a disparu après l'annulation (par un centre social) de son mariage traditionnel avec un homme de 60 ans déjà marié à quatre femmes. Aujourd'hui, nombreuses sont les filles qui ne supportent plus ses survivances du passé. Quand elles peuvent s'en échapper, elles n'hésitent pas à le faire. Parfois, livrées à elles-mêmes, après la fuite, elles deviennent des prostituées ou des domestiques.

Ce genre de pratique est encore courant un peu partout en Afrique. Et ça se dit des « *États de droit* » ! Des États où il est possible à un riche de violer des petites filles, sans doute !

LA MISÈRE GAGNE DU TERRAIN

Le rapport 2020 du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) a été présenté au gouvernement. Selon ce rapport, le revenu annuel moyen des chefs de ménages a régressé de 47,2%. 32% des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ce qui représente des millions de gens.

Pour les travailleurs, point n'est besoin d'avoir un rapport du PNUD pour réaliser la pauvreté ambiante. Malgré les chiffres ronflants annoncés par le gouvernement sur la croissance économique, la réalité se trouve dans la cherté de la vie, dans le pouvoir d'achat des ménages qui diminue du fait du blocage des salaires. Sans compter que les différents plans de destructions de quartiers précaires font grimper les prix des loyers et rendent la situation encore plus précaire ! De nombreux travailleurs sont obligés de dormir toute la semaine sur leur lieu de travail avec les difficultés qui vont avec, afin d'économiser un peu.

Le gouvernement parle de renforcer « *l'inclusivité de la forte croissance économique* », en clair que tout le monde profite des richesses produites dans le pays. Mais il ne faut pas rêver. La ministre « *chargée de la solidarité* » se glorifie d'avoir versé 36 000 f chaque 3 mois à moins de 200 mille personnes. Ce qui fait 39 milliards de francs. Une aumône, à côté des 250 milliards d'aides dont a bénéficié le patronat.

En tout cas, ce n'est ni d'un quelconque gouvernement, ni d'un organisme international, ni des capitalistes que les travailleurs et les populations pauvres peuvent attendre des améliorations de leur situation. La seule chose qu'ils peuvent attendre de ce côté-là, ce sont des coups qui demandent une riposte collective des travailleurs.

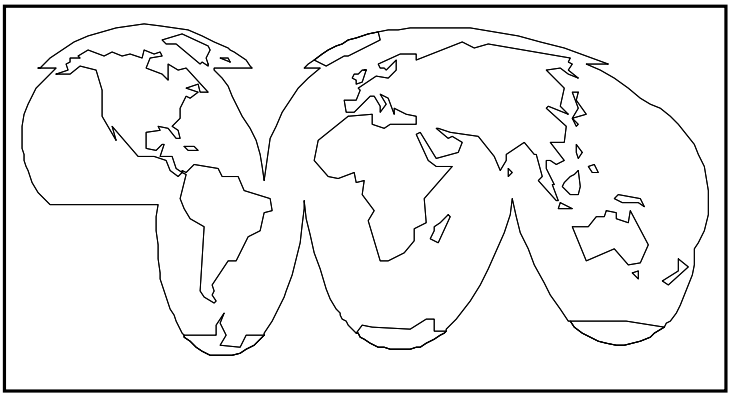
L E U R S O C I E T E

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : UN COMITÉ D'ÉTHIQUE INSTALLÉ À LA FONCTION PUBLIQUE

Le tout nouveau « *ministre de la Bonne gouvernance* » a fait installer un « *comité d'éthique* » au sein du ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'administration. Ce comité doit permettre soi-disant de lutter contre la corruption et sera installé dans tous les ministères. Cela rappelle étrangement l'Unité de Régulation de la Circulation (URC) qui, dans la police, devait mettre fin au racket sur les routes. Après, cette unité n'a fait que prendre le relais des policiers racketteurs !

Ce genre d'action n'est pas nouveau et ce n'est pas cela qui va changer un état de fait qui commence depuis le sommet de l'État. Certains petits couteaux serviront peut-être d'exemples... durant un temps. Mais, dans tous les cas, les grands continueront tranquillement à s'enrichir ! Ce n'est pas pour rien qu'eux tous veulent être président, ministres et autres députés. Ceux-là sont à côté de la grosse marmite.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

Sénégal :
PENDANT QUE MACKY SALL S'OFFRE UN AVION …

L'annonce de l'achat d'un avion présidentiel flambant neuf dont la livraison est prévue pour le 16 juillet prochain, a été ressentie à juste raison comme une insulte par la population, d'autant plus que la présidence dispose déjà d'un avion. Le budget consacré à ce caprice de Macky Sall n'a pas été dévoilé au public sous prétexte de secret-défense. On l'estime à 110 millions de dollars, environ 59 milliards de francs CFA.

Autant d'argent gaspillé de la sorte alors que les hôpitaux publics sont dans un piteux état, que les habitants des quartiers populaires souffrent de coupures d'eau et d'électricité, que lors de chaque saison de pluie ils sont victimes d'inondation à cause du délabrement de la voirie, est une illustration du profond mépris du pouvoir à l'égard des populations pauvres.

La révolte de la jeunesse qui a embrasé le pays durant plusieurs jours au mois de mars dernier à la suite de l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko témoigne de la réelle colère qui gronde dans le milieu populaire contre la dégradation des conditions d'existence. Les affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre ont fait environ 13 morts et des dizaines de blessés. Quelques semaines après, ce sont des habitants de Niary Tally et Bène Tally, deux quartiers populaires de Dakar, qui sont sortis dans la rue pour crier leur colère contre les coupures d'eau qui durent depuis des mois sans que le gouvernement ne s'en préoccupe.

Tout dernièrement ce sont les travailleurs de l'hôpital régional de la ville de Kolda qui ont manifesté le 29 avril puis le 15 mai 2021 devant l'hôpital puis dans la ville pour protester contre le délabrement de cet établissement public. Celui-ci manque de tout, les équipements indispensables pour dépister les maladies tombent tout le temps en pannes ou manquent de consommables. De plus, il n'y a pas assez de médecins spécialistes. Selon un responsable syndical il n'y a par exemple qu'un seul gynécologue pour 400 000 femmes.

Lors de la première journée de manifestation, les manifestants ont été dispersés à coups de lacrymogènes par les forces de l'ordre. Deux semaines après, ils sont redescendus encore plus nombreux dans la rue avec le soutien des habitants. Cette fois-ci, les forces de l'ordre ont reçu l'ordre de ne pas charger.

Le 25 Mai 2021 ce sont les travailleurs du Centre hospitalier régional de Ziguinchor qui ont manifesté à l'appel de l'intersyndicale et de diverses associations locales pour exiger entre autres l'embauche de sages-femmes et l'augmentation du nombre de lits dans la maternité. La mortalité dans la principale maternité de cette ville atteint des chiffres élevés à cause du manque de personnel soignant qualifié et de matériel permettant d'accoucher dans de bonnes conditions.

Les travailleurs de l'Hôpital régional de Saint Louis dénoncent aussi la dégradation de leur condition de travail, à laquelle s'ajoute, entre autres, le non payement de leurs primes et heures supplémentaires depuis environ trois mois. Le 27 mai 2021, ils ont fait un sit-in devant l'hôpital pour dénoncer cette situation, ils menacent de faire la grève si la direction ne répond pas à leurs revendications. Quelques semaines plus tôt, ce sont leurs collègues du Centre de traitement des épidémies de l'hôpital Principal de Dakar qui ont organisé un sit-in devant le grand portail de leur établissement pour exiger le paiement de primes de motivation.

Ces quelques mouvements de colère montrent qu'il y a des besoins élémentaires urgents qui nécessitent un

engagement massif et prioritaire de l'État. Mais la priorité pour Macky Sall est ailleurs, dans l'achat de son avion par exemple. Une nouvelle explosion de colère lui rappellera peut-être que la population en a assez de ce pouvoir qui se moque des besoins des plus pauvres.

Sénégal

LES ISLAMISTES PROPAGENT LEUR HAINE ET LEURS IDÉES RÉACTIONNAIRES

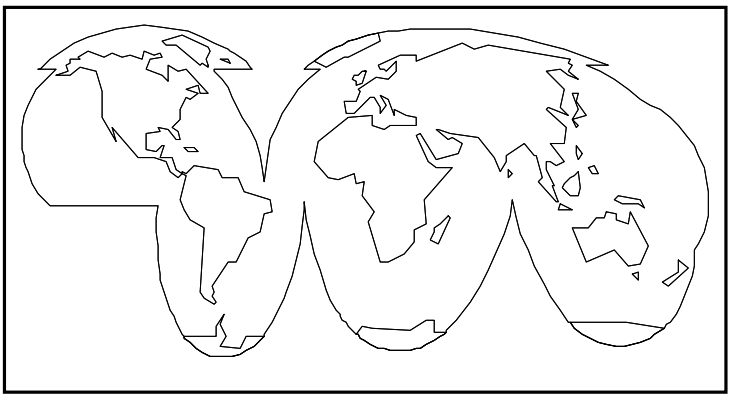
Le 23 mai dernier, plusieurs centaines de personnes (des milliers selon certains journaux locaux) ont manifesté à Dakar à l'appel du Rassemblement Islamique du Sénégal pour crier leur haine contre les homosexuels et pour demander au gouvernement de durcir la loi à leur encontre. La peine d'emprisonnement de 5 ans actuellement en vigueur contre les homosexuels ne leur suffit pas, ils veulent la doubler. Le principal dirigeant de l'opposition actuelle, Ousmane Sonko, faisait partie des manifestants et a été acclamé par eux.

Les imams ont harangué la foule en fustigeant ceux qui, selon eux, piétinent les valeurs de l'islam. Ils ont demandé aux gens de dénoncer les homosexuels pour les punir. Des responsables d'associations appartenant à la mouvance islamiste ont ensuite pris la parole. « *Nous les tuerons ou nous les brûlerons vifs* », a crié l'un d'eux. Les maladies, la misère et la pauvreté qui sévissent au Sénégal sont selon eux une punition divine contre les pratiques homosexuelles.

En propageant de tels discours haineux et réactionnaires, ces imams agissent comme des alliés objectifs du pouvoir en place. Cela tombe bien pour le président Macky Sall qui fait face depuis quelques mois à un mouvement de mécontentement populaire sur la question de l'eau, de l'électricité, de la cherté de la vie, des bas salaires, de la misère qui s'aggrave, de la dégradation des hôpitaux publics, etc. En détournant la colère des pauvres vers des boucs émissaires, les imams rendent un service à Macky Sall. Celui-ci va peut-être leur donner des gages supplémentaires pour les calmer.

Aujourd'hui, ce sont les homosexuels qui sont ciblés, demain ce sera peut-être ceux qui ne font pas le ramadan et les prières, ceux qui luttent pour améliorer leurs conditions d'existence ou qui, comme les communistes, contestent l'ordre bourgeois. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à suivre ces gens du Rassemblement islamique, ce sont des ennemis de leur classe sociale.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.